

rence intérieure et extérieure ». Il disait que cette adaptation ne pouvait se faire au détriment du standard de vie de la classe ouvrière. Paroles sybillines dont le « Peuple » donna la réelle signification — en plein accord avec les dirigeants du textile — en faisant écrire ostentatoirement par son envoyé spécial que les Unions Textiles (lisez leurs dirigeants) étaient prêts à mettre de l' « eau dans leur vin ». Qu'est-ce que cela peut signifier d'autre que les dirigeants sont prêts à faire des concessions aux revendications patronales, à condition, bien entendu, que les patrons reconnaissent leur autorité. Mais les patrons n'en veulent pas et c'est pour cela qu'il ne reste rien d'autre à faire aux dirigeants syndicaux que de soutenir la grève, tout en s'efforçant de la maintenir dans les cadres stricts qui lui sont assignés : celle d'une lutte pour imposer au patronat le maintien de la pratique des commissions de conciliation, de la convention collective, de la reconnaissance syndicale. Les efforts financiers sérieux seront consentis par l'ensemble du mouvement syndical et socialiste belge, tant que la grève se tiendra dans ces limites et qu'elle ne revêtera pas de caractère de lutte violente. La déconfiture de la Banque Belge du Travail, qui aurait entraîné le « congèlement » d'un avoir de trois millions de francs appartenant aux Unions Textiles, impose de réels « sacrifices ».

Mais ces « sacrifices » — qui ne sont, en réalité, qu'une restitution (et encore bien par d'autres, puisque c'est sur les cotisations des syndiqués que sont prélevés les versements syndicaux aux grévistes) de fonds détournés de leur véritable destination par le P. O. B. — ne peuvent nous empêcher de constater que la direction réformatrice, par sa conduite de la grève, prépare la défaite. Il est clair que les travailleurs de Verviers ne peuvent gagner dans le cadre de la lutte corporative. L'effort du capitalisme belge est d'empêcher de se souder, en un seul bloc, le prolétariat, qu'il prétend réduire à la famine. La Commission Syndicale de Belgique et le P. O. B. l'y aident merveilleusement en empêchant que les luttes que les diverses corporations menacées mènent, chacune de leur côté : les ouvriers textiles, les métallurgistes, les mineurs, les ouvriers du bâtiment ne se rejoignent dans une grève générale qui réduirait à néant les calculs des exploiters. Les piquets de grève pour la chasse aux supplanteurs sont l'œuvre des grévistes eux-mêmes et sont vus d'un mauvais œil par la bureaucratie syndicale. Cependant, malgré l'action des ouvriers verviétois, la grève est sabotée. Une partie de la laine préparée à Verviers est expédiée vers d'autres centres où elle est travaillée. Les entrepreneurs de Verviers louent, dans d'autres régions du pays, des usines entières pour y faire manipuler leur laine. La lutte syndicale pour enrayer ce sarrasinage est nulle.

La véritable fonction de la gauche socialiste est apparue dans les hésitations qu'elle a observées tout au cours de ce conflit. Les syndicats bruxellois, sur lesquels elle s'appuie, n'observent pas une attitude différente des autres organisations syndicales. Il est vrai que des timides paroles en faveur de la grève générale se sont élevées aux syndicats du Bâtiment, du Vêtement et des Employés. Les dirigeants de ces organisations peuvent se risquer d'une pareille audace parce que, en d'autres circonstances, ils aidèrent à briser la volonté de lutte des travailleurs. Leurs appels à la grève tombent maintenant dans une indifférence quasi générale.

Le Parti Communiste, lui aussi, s'inscrit au passif dans cette lutte ouvrière. Son influence est certainement grandissante. Il groupe les ouvriers les plus impatients et les plus combattifs. Mais son action jette le trouble dans le mouvement.

Au moment où, dans les syndicats réformatrices, grandissent les facteurs propices à l'éclosion d'un formidable courant contre le réformatisme, le Parti Communiste s'emploie à consolider indirectement ses positions. Il crée une diversion en instituant un comité central de grève en dehors et contre les syndicats. Les préoccupations de sectarisme s'affirment tout au long de son action et ils empêchent les travailleurs de reconstituer leurs forces sur des bases saines.

Tels sont les facteurs qui pèsent sur la classe ouvrière de Verviers et du pays et qui empêchent les travailleurs de retrouver leur unité de lutte autour d'objectifs révolutionnaires. Ce n'est qu'en surmontant les obstacles créés par la politique du réformatisme et du centrisme, tant communiste que social-démocrate, qu'ils pourront utiliser, pour leur émancipation, une situation objective qui autorise de grands espoirs révolutionnaires. Malheureusement, le retard de la conscience ouvrière sur cette situation travaille en sens contraire.

A. HENNAUT.

PARTI-INTERNATIONALE - ETAT

CHAPITRE II

CLASSE ET ETAT

Dans son livre « L'Etat et la Révolution », Lénine, s'appuyant sur les enseignements d'Engels, précisait l'idée fondamentale du marxisme touchant le rôle historique et la signification de l'Etat qui « est le produit et la manifestation de l'antagonisme inconciliable des classes. L'Etat apparaît là où les contradictions de classe ne peuvent être objectivement conciliées, et dans la mesure où elle ne peuvent l'être. En inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables ». En plus de cette idée essentielle, le livre de Lénine contient des idées fondamentales quant au rôle de l'Etat, idées que les événements de l'après-guerre paraissent, à première vue, démentir et qui, pour cela, doivent à nouveau être mises en lumière.

Il serait possible, en effet, d'affirmer que l'Etat Soviétique, dans la mesure même où il « marche à grands pas » vers la réalisation du socialisme et vers la liquidation des classes, renforce — au lieu de le voir dépérir, suivant l'expression d'Engels — son appareil administratif, répressif et militaire. Par ailleurs, le phénomène de la conversion (violente ou non) de la forme démocratique de l'Etat capitaliste en forme fasciste, qui peut s'effectuer sur la base de forces sociales radicalement opposées à la bourgeoisie (petite-bourgeoisie et couches prolétariennes) semblerait, à son tour, faire apparaître l'impossibilité — apparente évidemment — de maintenir les formulations du marxisme pour l'explication des événements actuels.

L'on pourrait, il est vrai, opposer à ces considérations quant au rôle et à la fonction actuelle de l'Etat, la pensée exprimée par Engels dans son livre sur « l'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat » : « par exception, cependant, dit Engels, il se produit des périodes où les classes en lutte sont si prêtes à s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat acquiert, comme médiateur en apparence, une certaine indépendance momentanée vis-à-vis de l'une ou de l'autre ». Mais cette image d'Engels ne peut se rapporter à la situation actuelle où les classes, loin de piétiner dans un certain « équilibre », sont poussées aux limites extrêmes de leur lutte. L'éventualité émise par Engels ne nous permet donc pas d'éclaircir les problèmes de la situation d'aujourd'hui. Au surplus, prise comme justification des différentes phases de la situation de l'après-guerre, cette éventualité représenterait plutôt un démenti très vif à la théorie marxiste sur l'Etat.

Si, depuis Lénine, rôle et signification de l'Etat ont été précisés d'une façon définitive, il n'en est pas de même pour ce qui est de la position occupée par les classes envers l'Etat, dans l'époque des guerres et des révolutions prolétariennes, ainsi que par l'Etat ouvrier envers l'évolution de la révolution prolétarienne mondiale.

Notre étude a pour but d'indiquer, sur la base des rapports existant entre l'Etat et la classe, les raisons pour lesquelles la doctrine marxiste ne souffre actuellement aucun démenti, alors que les situations nous permettent déjà de centraliser en des formulations fondamentales, les nouvelles données programmatiques pour la victoire du prolétariat.

Nous avons mis en lumière, dans le premier chapitre, le fait que la classe, tout en étant le reflet du mécanisme productif n'accède au rôle de force historique qu'à la condition d'être appelée à réaliser une forme particulière d'organisation de la société. Ainsi, nous avons pu réfuter « l'automatisme économique » et mettre en évidence le fait qu'aujourd'hui encore, la partie se joue entre le capitalisme qui